

LES COURS DU PÉTROLE PLONGENT À 74 DOLLARS

L'Algérie menacée par un choc externe

Les cours du pétrole poursuivent leur baisse à moins de 80 dollars. Une dégringolade des cours de l'or noir qui menace d'un autre choc externe pour l'économie nationale.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Les cours du pétrole maintiennent leur tendance baissière, à moins de 80 dollars le baril, observée depuis plusieurs jours. Jeudi, le baril de Light sweet crude (WTI) a plongé à 74,21 dollars à New York tandis que le Brent dégringolait à 77,92 dollars à Londres.

A leur plus bas depuis septembre 2010 et même s'ils tendaient hier matin à la hausse en Asie, en s'appréciant à 74,48 dollars pour le baril de WTI et à 78,10 dollars pour le baril de Brent, les cours de l'or noir demeurent dans une spirale baissière.

Une baisse des prix qui survient dans un contexte d'offre pétrolière soutenue, notamment aux Etats-Unis où la production des hydrocarbures non-conventionnels (huiles de schiste) explose, de demande mondiale assez

faible, notamment de la Chine, de reprise économique incertaine en Europe et un dollar renforcé, et malgré le contexte géopolitique très tendu.

Une baisse des cours qui devrait se poursuivre, à charge cependant que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) annonce une réduction affirmée de sa production, que la demande mondiale s'améliore davantage et que la croissance économique soit avérée. Ce qui reste loin d'être évident, comme le démontrent notamment les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) pour le court terme. Or, une telle dégringolade des cours, une baisse de l'ordre de 25% en moins d'un semestre, menace d'un autre choc externe pour l'économie nationale.

Nonobstant les assurances de l'exécutif, la capacité à poursuivre



Les cours du pétrole demeurent dans une spirale baissière.

la frénésie dépensière actuelle, engranger des recettes d'exportation suffisantes et pouvoir préserver les réserves financières accumulées reste fortement incertaine.

Avec une diminution de ses recettes d'exportations d'hydrocarbures, assez sensible durant les premiers mois de l'année 2014

et qui pourrait s'aggraver durant les prochains mois, une régression notable de ses volumes de production, une croissance soutenue de ses importations de biens et services et une aggravation de ses déficits commerciaux et budgétaires, l'économie nationale est dans une situation fragile, avec

des indicateurs dont l'orange risque de virer au rouge.

Contrainte de puiser dans les disponibilités du Fonds de régulation des recettes, déjà amenuisées durant les dernières années, tenue de financer la paix sociale mais incapable de rationaliser, de réguler les importations et d'opérer de bons choix en termes budgétaires et sociaux, l'Algérie risque de se retrouver dans la même situation que celle vécue à la fin des années 1980 et durant la décennie 1990.

Une menace dont l'exécutif semble conscient mais à laquelle il peine réellement à parer, fi de toute rhétorique et discours lénifiants, et ce, en engageant des réformes structurelles effectives, en améliorant concrètement l'attractivité de l'Algérie aux investissements directs étrangers, en boostant l'activité entrepreneuriale et productive opérante et en révisant sa politique sociale...

C. B.

DOMAINE DE LA PÊCHE

Ouverture de spécialités en LMD dans les universités

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mohamed Mebarki, a annoncé jeudi, l'ouverture de spécialités en LMD, dans le domaine de la pêche, à travers de nombreuses universités nationales.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Cette annonce a été faite à l'occasion d'une journée d'étude organisée à l'Institut supérieur maritime de Bou Smaïl, à Tipasa, pour la présentation du plan opérationnel des recherches appliquées en matière de pêche et d'aquaculture (2015-2020), élaboré par le ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques en collaboration avec celui de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Le ministre de la Pêche, Sid-Ahmed Ferroukhi, a fait savoir que ce plan constituera «un référent principal pour la mise en œuvre du programme du secteur durant le prochain quinquennat».

Ce plan dont l'élaboration a également connu la participation du programme européen d'appui à la mise en œuvre de l'accord d'association avec l'Union européenne (P3A), s'étend sur cinq axes principaux.

Il s'agit, en effet, de «l'aquaculture marine et continentale, la dynamique du système environnemental des ressources halieutiques exploitées, l'environnement et les ressources hydriques vitales, la dynamique des systèmes d'exploitation et des moyens de gestion et la transformation des produits de la pêche et de l'aquaculture».

Selon toujours le ministre en charge du secteur, ces axes visent essentiellement «la mise en place de mécanismes opérationnels au profit des professionnels du secteur, en vue de l'organisation de l'exploitation de la ressource halieutique et contribuer, par conséquent, à garantir la sécurité alimentaire du pays». Aussi, il précise que ce plan «sera

adopté en tant que référent pour la mise en œuvre du plan quinquennal, suivant les capacités matérielles, humaines et techniques disponibles», aussitôt après son approbation par le gouvernement.

Sur le même chapitre, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Mohamed Mebarki, a fait

savoir que la démarche de son département auprès celui de la pêche est une manière de se «conformer aux orientations du gouvernement qui a insisté sur l'implication de l'université et des laboratoires de recherche scientifique dans la dynamique socio-économique, pour ainsi parvenir à garantir la sécurité alimentaire du pays».

D'où, ajoute-t-il : «L'ouverture de spécialités en LMD, dans le domaine de la pêche, à travers de nombreuses universités nationales.»

M. M.



Ferroukhi veut organiser l'exploitation de la ressource halieutique.

SANTÉ

Les paramédicaux annoncent leur retour à la protestation

Les paramédicaux reprennent le chemin de la protestation. Le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP) a décidé d'une grève de trois jours par semaine à compter du 24 novembre prochain. Il dénonce la lenteur dans la prise en charge de son dossier.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le vent de la contestation souffle de nouveau sur le secteur de la santé. Après les enseignants du paramédical et les praticiens de la santé publique c'est au tour des paramédicaux d'annoncer leur retour à la contestation.

Le Syndicat algérien des paramédicaux (SAP) a indiqué dans un communiqué rendu public que son conseil national, réuni jeudi dernier en session extraordinaire, a voté «à l'unanimité le mot d'ordre de grève». Le SAP déposera aujourd'hui un préavis de grève de trois jours par semaine à compter



Les paramédicaux haussent le ton.

du 24 novembre prochain, a indiqué Lounès Ghachi président du syndicat. Ce mouvement a été décidé, poursuit-il, pour dénoncer la lenteur de l'application des textes réglementaires régissant l'intégration des paramédicaux brevetés dans le grade des paramédicaux diplômés d'Etat et la publication des arrêtés interministériels des instituts nationaux de formation supérieure paramédicale.

Le syndicat exige aussi l'application des postes supérieurs avec effet rétroactif depuis janvier 2008, la promotion massive des paramédicaux en application de l'instruction ministérielle du 16 octobre 2014 émanant du secrétaire général du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière et l'attribution des primes de qualification, d'encadrement et de documentation.

Le syndicat souligne que «face à cette situation, les paramédicaux n'ont d'autre choix que de reprendre la voie de la protestation qui est la seule issue pour exprimer le mécontentement de la corporation». M. Ghachi a rappelé que ces revendications datent depuis 2011 et à ce jour, le dossier «traîne» encore.

Le syndicaliste parle d'un pseudo-dialogue avec le ministère de tutelle. Car dit-il, «le dialogue existe certes mais il n'y a rien de concret». Le SAP, poursuit-il, a été convié à une réunion jeudi passé au ministère de la Santé mais «comme toujours il n'y a que des promesses».

Le syndicat menace de hausser le ton dans le cas où son appel à concrétiser ses revendications reste lettre morte.

«Si aucune solution concrète ne vient répondre à nos préoccupations, le syndicat ne lésinera sur aucun moyen pour durcir son mouvement», avertit-il.

S. A.